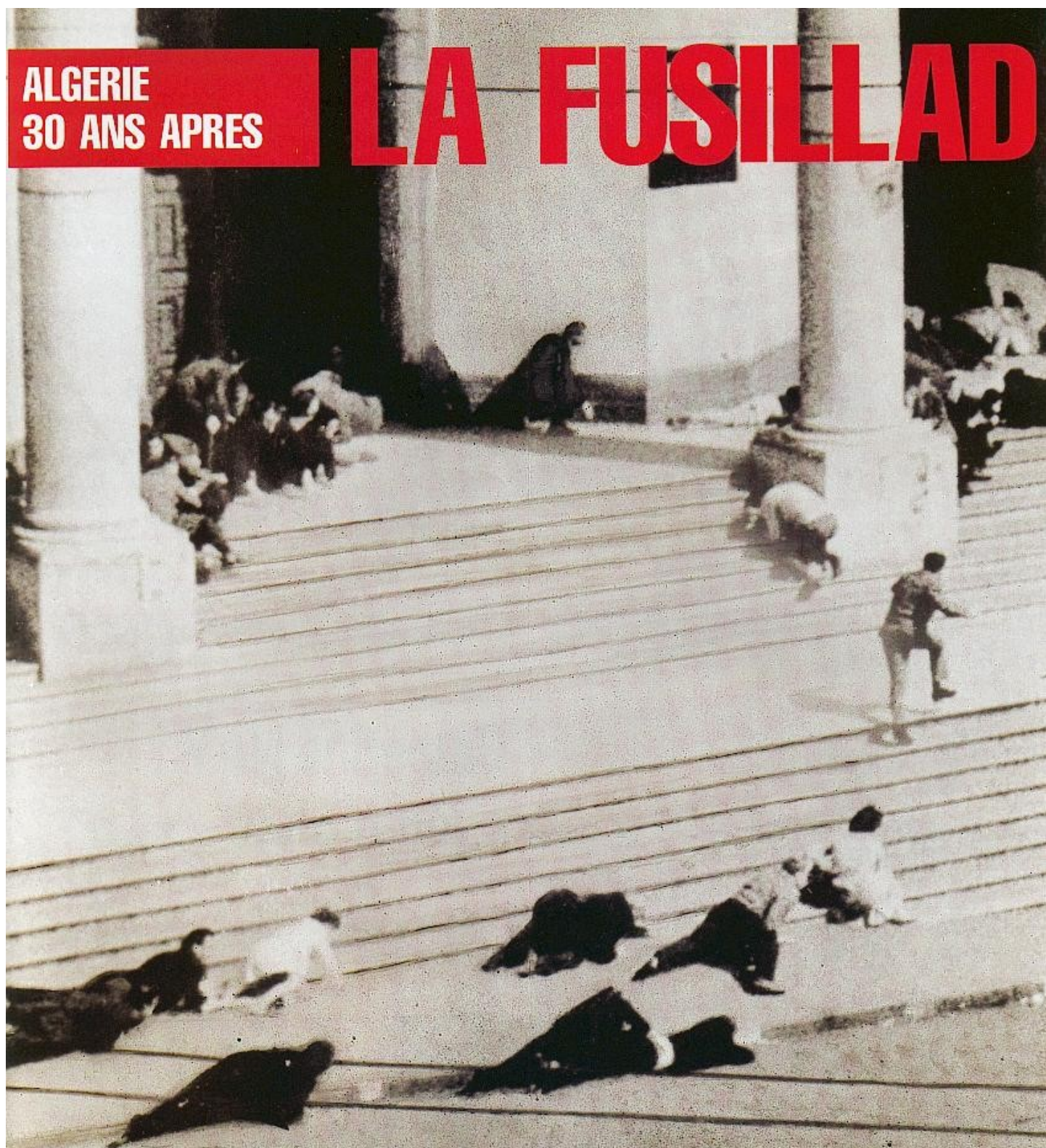


**ALGERIE  
30 ANS APRES**

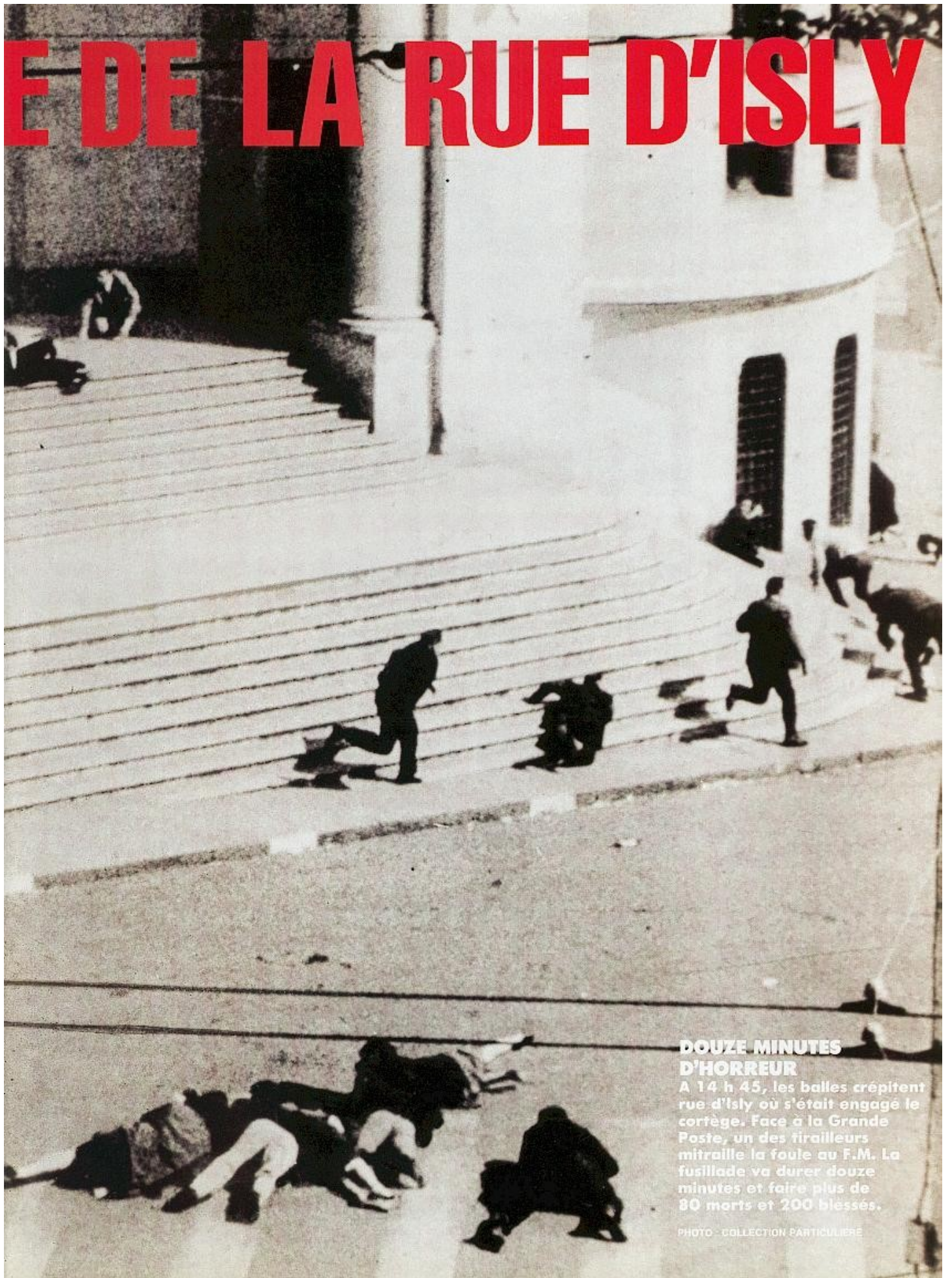
# LA FUSILLAD



**Le 26 mars 1962, à Alger, l'armée française tirait sur les pieds-noirs. Après une longue et difficile enquête, nous avons retrouvé les témoins, les victimes et les acteurs de cette tragédie oubliée. Un document pour l'histoire.**

PAR JEAN-PAX MÉFRET

# E DE LA RUE D'ISLY



## **DOUZE MINUTES D'HORREUR**

A 14 h 45, les balles crépitent rue d'Isly où s'était engagé le cortège. Face à la Grande Poste, un des tireurs mitraille la foule au F.M. La fusillade va durer douze minutes et faire plus de 80 morts et 200 blessés.

PHOTO - COLLECTION PARTICULIÈRE

## ALGERIE 30 ANS APRES

**L**e secret des archives devait être levé ces jours-ci. Il vient d'être prolongé de soixante-dix ans. Le dossier d'instruction, clos par un non-lieu, est introuvable. Des deux juges qui avaient enquêté sur l'affaire à Alger, l'un est mort, l'autre ne veut plus en entendre parler. Le rapport établi, après la reconstitution de la fusillade, par le capitaine de gendarmerie Garat, n'est pas public. Tout se conjugue pour que l'effroyable journée du 26 mars 1962, où des soldats du 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs ouvrirent le feu rue d'Isly sur un cortège de Français d'Algérie, ne puisse s'inscrire dans la mémoire collective.

Un épisode sanglant dont on n'a jamais pu chiffrer avec exactitude les victimes. 54 morts, 147 blessés selon les autorités qui s'en sont tenues aux premiers bilans. Plus de 80 morts et 200 blessés selon les avocats des parties civiles, les médecins présents dans les morgues des hôpitaux, et René Duval, le seul reporter à avoir filmé et enregistré la tuerie.

### "UN SCEAU TEINTE DU SANG DES VICTIMES"

— Peut-être n'y avait-il pas d'autre façon de sceller le grand livre, fermé quelques jours plus tôt par les Accords d'Evian, ne craint pas de nous déclarer aujourd'hui Pierre Messmer, ministre de la Défense du général De Gaulle qui, quelques jours après la fusillade, s'était rendu à Alger pour « déculpabiliser », dit-il, les tirailleurs. « Un sceau teinté du sang des victimes, ajoute-t-il. Le dénouement de l'affaire algérienne ne pouvait qu'être sanglant. Le miracle aurait été que ça ne se produise pas. Au point où en étaient les passions aussi bien chez nos compatriotes pieds-noirs que chez les Algériens du FLN qui sentaient la victoire au bout du fusil — c'est le cas de le dire — n'importe quel événement pouvait tourner à l'effusion de sang. »

Les fusils, ce jour-là, n'étaient pas dans les mains d'"Algériens du FLN", même si l'on en recensait sept dans la 6<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> Tirailleurs postée rue d'Isly.

— Le 16 mars, j'avais exposé mes craintes au général



## "HALTE AU FEU !"

**T**RENTE ans qu'ils ne s'étaient pas vus. Nous les avons retrouvés et réunis. Le 26 mars 1962, Armand Luxo, trente-neuf ans, était ingénieur en chef à l'Electricité et Gaz d'Algérie, et René Duval, trente ans, radio-reporter à Europe N° 1 et correspondant de la télévision belge. Ensemble, dans le couloir d'un immeuble du 57, rue d'Isly où s'étaient réfugiés des pieds-noirs, quelques tirailleurs algériens et le fameux lieutenant Daoud Ouchène, avec ses deux sergents, ils ont vécu les douze minutes d'enfer de la sanglante fusillade. Douze minutes filmées et enregistrées par René Duval qui nous en a livré le script...

« ...Le lieutenant Ouchène a échelonné ses tirailleurs algériens dans l'escalier et gardé, près de lui, sous le porche, les quatre ou cinq Européens de la section. Mais son autre section du carrefour Pasteur lui échappe. Tout un groupe de civils a trouvé refuge avec eux dans le couloir et les pieds-noirs commencent à l'invectiver. Dans la panique qui s'est emparée de tous, un seul homme semble avoir repris suffisamment son bon sens : Armand Luxo. Il est grand, droit, et son ton a gardé celui du commandement. Il a été chef de section d'infanterie pendant la dernière guerre.

La tension est extrême. Les détonations continuent de claquer, assourdissantes et recouvrent l'extraordinaire dialogue qui se poursuit sur le seuil de la pharmacie Carcassonne, devant

des centaines d'Européens étendus sur le pavé. Les civils du couloir, dans un brouhaha approuvateur, appuient les paroles d'Armand Luxo : « Oui, arrêtez le feu ! » Un pistolet mitrailleur tout proche se met à cracher une courte rafale sèche.

Luxo : « Ne tirez pas ! » Et, se tournant vers les pieds-noirs : « Du calme ! »

Le lieutenant : « Halte ! »

Luxo : « Allez... Halte au feu ! Criez halte au feu ! ! ! ! »

Le lieutenant Ouchène et le sergent-chef Boucher répètent quatre ou cinq fois et de plus en plus fort : « Halte au feu ! »

Comme seule réponse, le tir d'un fusil-mitrailleur reprend en un contrepoint plus lourd et plus saccadé par-dessus le bruit de fond de la fusillade.

Le lieutenant, rugissant : « Halte ! »

Luxo : « Mon lieutenant. De l'énergie, mon vieux ! »

Le lieutenant criant à s'en casser la voix, dix fois, vingt fois : « Halte au feu ! »

Et toujours le martèlement inhumain du F.M.

Luxo : « Mon lieutenant, criez, je vous en supplie ! »

Une fois encore, s'avançant largement sur le trottoir, le lieutenant Ouchène répète son ordre en agitant le bras, tendu comme un sémaphore, en signe d'arrêt. Armand Luxo le suit sur le trottoir, le long du mur, et à pleins poumons, en détachant bien les syllabes, il lance par trois fois : « Au nom de la France halte au feu ! »

Soudain, le silence surprend tout le monde.

Luxo, réagit : *Mon lieutenant, vite ! envoyez votre sergent...*

La fin de sa phrase est couverte par un tir d'arme lourde. La fusillade reprend. Les sous-

officiers qui s'étaient avancés, reculent précipitamment.

Luxo : « Non. N'ayez pas peur... »

Un civil, désabusé : « Y'a personne qui a des couilles, ici ? »

La mitraille a repris.

Un civil : « Attention ! »

Le sergent Lazzaroni : « Vaut mieux communiquer par radio. »

Le lieutenant : « Maraut, fais voir le poste ! »

Luxo : « Allez ! Communiquez, communiquez. »

Le sergent Boucher : « Faut faire quelque chose ! »

Le lieutenant, pleurant presque : « T'es marrant, merde ! »

Une explosion toute proche.

Un civil : « Dites-leur d'arrêter. Les sergents, allez ! Sor-tez... ! »

Luxo : « Oui, dites-leur d'arrêter. » Il crie : « Halte au feu ! »

Des rafales, encore.

Une femme : « Attention les sergents, rentrez ! »

Armand Luxo continue seul à crier « Halte au feu » dehors et, pendant ce temps, les Algériens réfugiés dans le couloir prennent à partie le lieutenant qui frôle la crise de nerfs. Ils l'accusent de laisser tirer ses soldats sur des parents à eux, sur des Français. Le lieutenant, lui,



Près de la caméra et du magnétophone qui lui servirent à filmer et à enregistrer la terrible séquence, le journaliste René Duval (à gauche). Et Armand Luxo, l'homme qui, le premier, cria : « Halte au feu ! »

S. RUJAU

est d'autant plus persuadé que des OAS tirent des toits qu'un de ses tirailleurs a été blessé dès le début de la fusillade. Il brodouille, il s'étrangle presque. Lazzaroni lui souffle le nom du tirailleur blessé : Mélah. Alors le lieutenant hurle les armes aux yeux : « Et Mélah, à côté, où il est lui ? »

Des femmes répliquent : « C'est vos hommes qui vous l'ont tué ! »

Un civil s'interpose : « Du calme, du calme ! »

Le lieutenant, pleurant tout à fait : « Avec des mots... j'leur dis, bon Dieu, je leur dis... arrêtez, arrêtez ! »

Luxo essaie encore : « Halte au feu ! »

Un pied-noir, amer : « Il y en a combien qui sont allongés là ? »

Un vieux monsieur, décoré, s'avance du fond du couloir et très digne : « Oui, halte au feu, messieurs. »

Le lieutenant tapant sur son talkie-walkie bêgaie : « La radio... j'arrête pas ? »

Le soldat Maraut écarte les mains et répond au vieux monsieur : « C'est des balcons, c'est pas nous, c'est des balcons qu'ils tirent. »

Un blessé surgit dans l'encadrement de la porte et d'une voix déchirante : « Vous voulez tous nous tuer ? Vous êtes des Français, non ? »

Le lieutenant baisse la tête.

Les sergents : « C'est pas nous, monsieur, c'est des balcons... »

Le soldat Maraut a enfin une

réponse à ses appels radio et il entre en contact avec le sergent de la section Pasteur : « Ici Maraut, je vous écoute... bon, dites : "Arrêtez de tirer, Le lieutenant va vous parler..." »

Dans le brouhaha, deux fortes explosions couvrent sa voix, puis elle émerge : « Ici Maraut, je vous reçois très faible. De notre côté, c'est assez grave aussi. A vous, parlez ! »

Le lieutenant, montrant le coin de l'avenue Pasteur où se trouvent les tirailleurs de sa deuxième section, dit au sergent-chef : « Boucher, faites-les rentrer. »

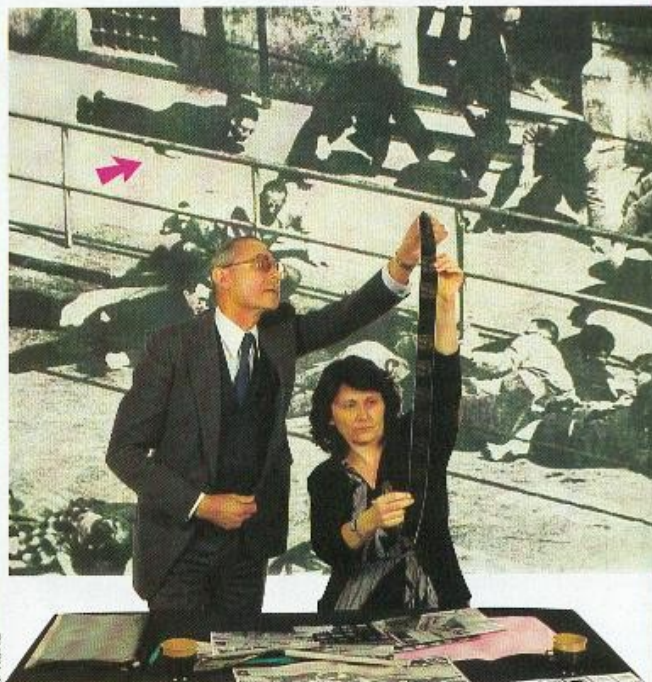
Le calme semble revenir. Des formes couchées sur la chaussée se redressent. Dans l'encadrement de la porte, un pied-noir coiffé du casque d'un tirailleur musulman blessé apparaît et d'un ton sec : « Donnez-moi vos armes ! Ordre du capitaine !... Immédiatement ! » Le lieutenant et les sergents le regardent ébahis. Vingt secondes d'un silence épais. Je crois, un moment, qu'ils vont le faire. Puis le lieutenant se ressaisit : « Non mais ça va pas ? Je vous en prie, dehors ! »

— Vous avez déjà fait assez de morts et de blessés comme ça, sans continuer, réplique le pied-noir.

— C'est lamentable. Je suis d'accord avec vous... dit le lieutenant.

Je me glisse dehors et regagne mon bureau boulevard Pasteur. On entend des coups de feu encore, mais au carrefour, la fusillade est terminée. Elle a duré un siècle, me semble-t-il. En réalité douze minutes. »

## LES RESCAPÉS DE LA GRANDE POSTE



S. RUJAU

Jean-Claude Siben aux côtés de Monique Ferrandis, devant une photo du représentant (flèche) blessé, sur le trottoir.

DES années de silence symbolisées par quelques grammes de plomb que Jean-Claude Siben, soixante-deux ans, tient entre le pouce et l'index. C'est une balle extraite sous anesthésie locale par les chirurgiens de l'hôpital Mustapha à Alger. Un projectile de neuf millimètres qu'il a demandé à récupérer après l'opération et qu'il ressort de temps à autre pour mieux se souvenir.

— Je me trouvais dans les derniers rangs du cortège devant la façade du Crédit lyonnais, à l'entrée de la rue d'Isly, dit-il. A la première rafale tirée par les soldats, je me suis mis à courir en direction de la Grande Poste. Devant moi, un jeune homme titube et s'effondre. Au moment où je l'enjambe, je reçois par ricochet une balle de pistolet-mitrailleur.

Touché à l'épaule, sous la clavicule, Jean-Claude Siben ne perd pas connaissance. Il continue de courir. Il sent une « poche de sang » se former sous sa veste, il se jette au sol, et rampe, au milieu des corps et sous les tirs perpendiculaires de deux fusils-mitrailleurs. Quelques minutes plus tard, une deuxième balle l'atteint, encore par ricochet. Un FM en batterie, boulevard Bugeaud, mitraille le trottoir de la Grande Poste.

— La base de la balle m'a déchiré le cuir chevelu sur une dizaine de centimètres, précise-t-il. J'étais touché, ensanglanté mais conscient et témoin impuissant d'un abominable massacre.

Monique Ferrandis, vingt ans, est allongée sur le ventre lorsqu'une première balle lui traverse la cuisse gauche. Une seconde, quelques instants après, lui fait éclater le pied. Elle tente de se relever. Une troisième balle la touche au genou.

— Je me suis traînée sur un pied au milieu des cadavres, en direction des bâtiments de la Poste. J'ai regardé autour de moi et je n'ai vu aucune de mes sœurs. Nous étions parties toutes les trois, en avant de nos parents, pour aller vers Bab el-Oued apporter de la nourriture au reste de notre famille. La première rafale tirée par un des soldats nous avait éparpillées.

Pour Monique Ferrandis, le cauchemar continue : sa jeune sœur Annie-France, dix-huit ans, malgré une blessure au ventre, réussit à se rapprocher d'elle, et lui annonce la mort de leur sœur aînée, vingt-trois ans.

— Ils ont tué Renée. Je l'ai secouée mais elle ne bouge plus. Elle a deux énormes trous dans la tête.

Le feu a cessé. Les premiers secours, arrivés sous les tirs des soldats, continuent d'évacuer les blessés.

Si Jean-Claude Siben ne garde aucune séquelle physique de ses blessures, Monique Ferrandis est invalide à 75 %. Inscrite au « Grand Livre de la Dette publique », elle touche une pension à vie. Deux mille francs par mois.

C. G.

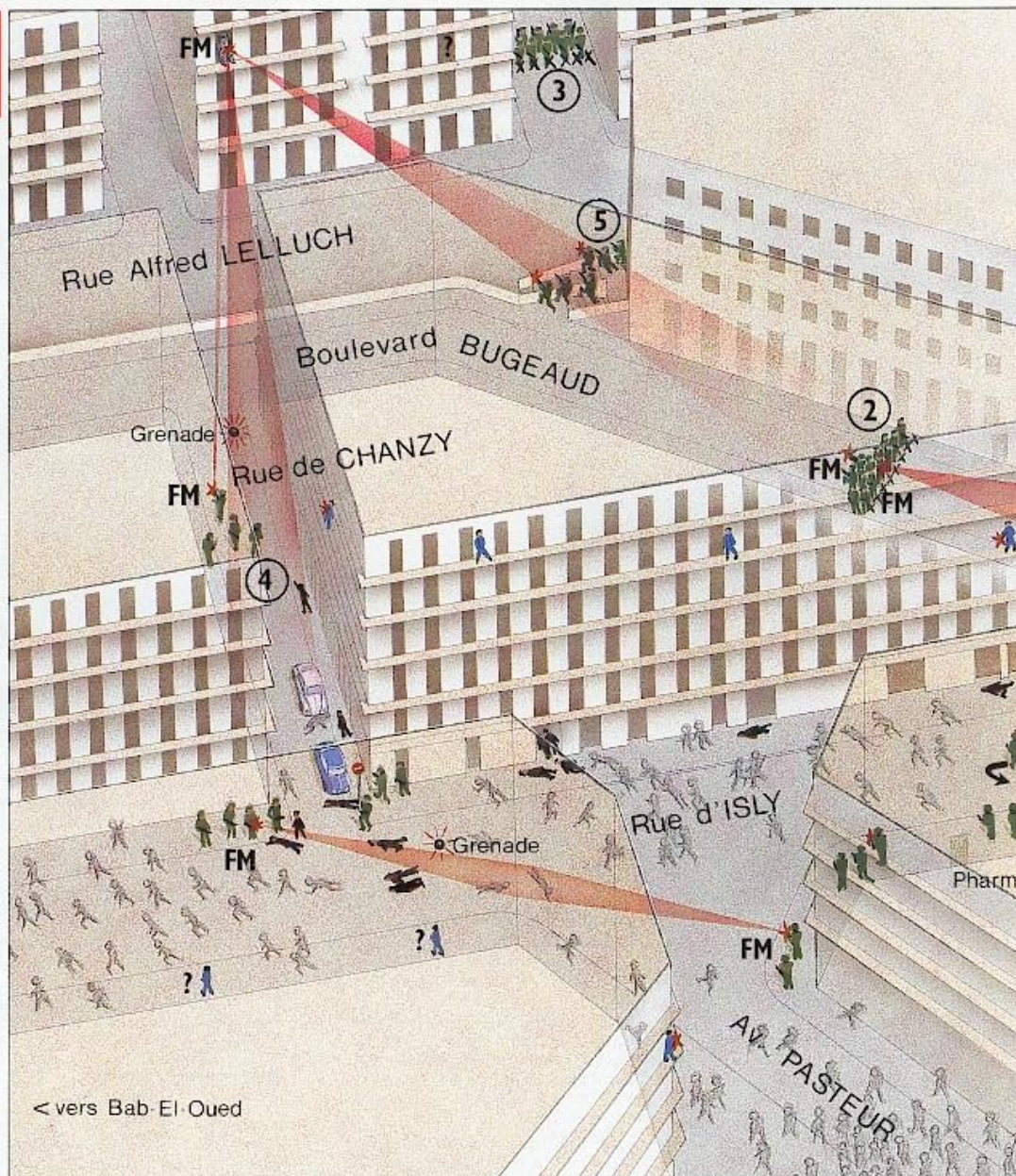
## ALGERIE 30 ANS APRES

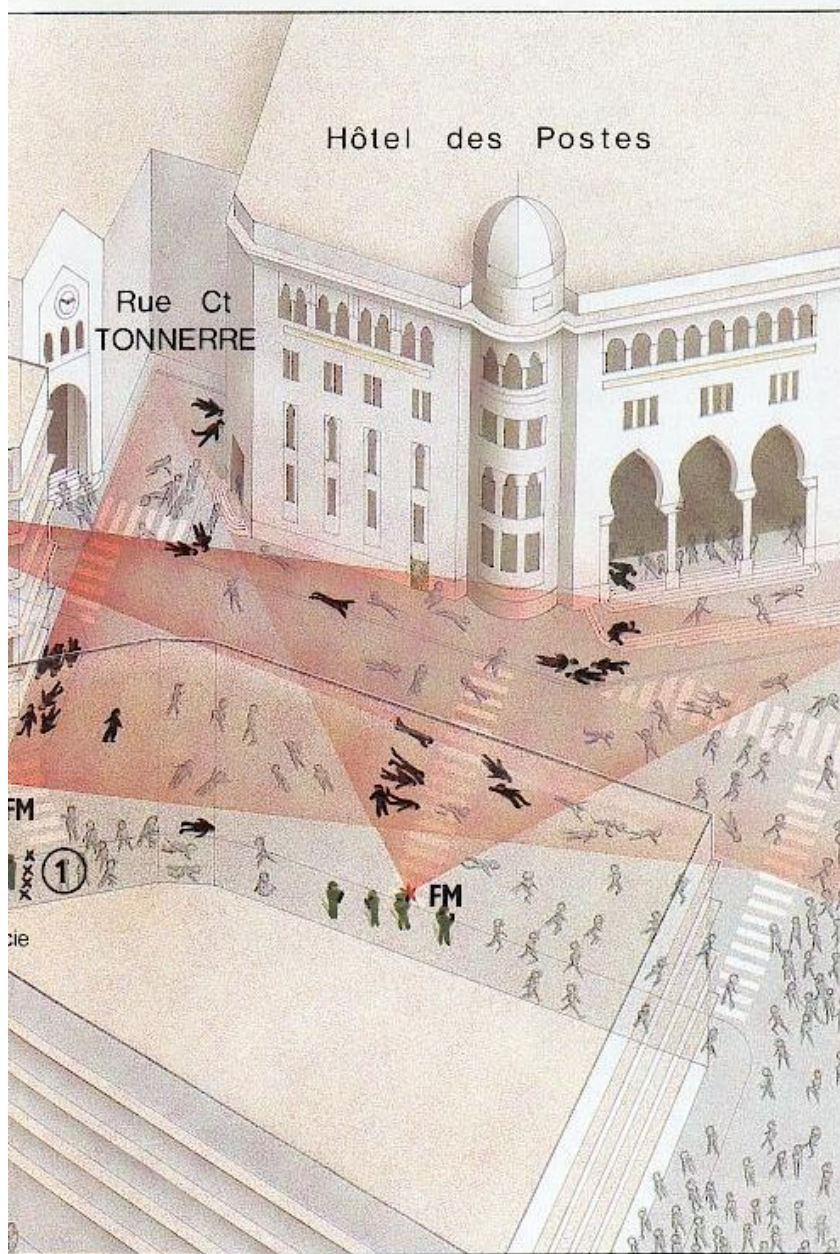
Ailleret, sur l'utilisation des unités de mon régiment à des tâches de maintien de l'ordre, raconte Pierre Goubard qui commandait le 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs. Le régiment était composé à 60 % de jeunes engagés musulmans âgés de dix-huit à vingt-deux ans. Bien entraînés mais frustes, arabophones et intimidés par les grandes villes, ils étaient « conditionnés » à riposter immédiatement au feu adverse. Il fallait proscrire leur emploi en ville dans un climat tendu. Ailleret m'avait promis de faire le nécessaire.

L'ordre de ne pas utiliser le 4<sup>e</sup> RT dans des opérations de maintien de l'ordre fut effectivement rédigé par le colonel Vuillermet, membre de l'état-major du général Ailleret et transmis aux trois corps d'armée d'Algérie. Mais le 26 mars – dix jours après ! – il n'était pas encore à Alger.

### LE PÉRIMÈTRE DE L'ENFER

14 h 15 : la foule se rassemble devant la poste et s'engage vers Bab el-Oued (direction : gauche du plan) par l'avenue Pasteur, libre d'accès, et la rue d'Isly, où le lieutenant Ouchène (1) la laisse passer, conformément aux ordres. 14 h 30 : le capitaine Techer (2) évalue le cortège engagé rue d'Isly à 1 500 personnes. Il avertit son commandement, ferme son propre barrage et donne ordre à son adjoint Ouchène de barrer la rue d'Isly avec des chevaux de frise. Les barrières n'étant pas assez longues, le lieutenant aligne ses hommes sur la largeur de la rue (1), sans pouvoir empêcher le passage de quelques groupes qui réussissent à se faufiler, mais sont bloqués à la hauteur de la rue de Chanzy par quatre sections de la 5<sup>e</sup> compagnie (3) appelées en renfort (4) et (5). Vers 14 h 47, des tirs éclatent et la tuerie commence. La fusillade a fait deux blessés graves chez les soldats et plus de quatre-vingts morts et deux cents blessés chez les civils ; 1980 cartouches de PM et de FM ont été tirées par l'armée sur les façades et sur la foule, atteinte dans le dos.





## "J'AI ÉTÉ MANIPULÉ", DISAIT LE LIEUTENANT



**Ancien parachutiste au 1<sup>er</sup> RCP, admis à Saint-Maixent en 1956, Daoud Ouchène avait servi dans la force locale franco-algérienne après la dissolution du 4<sup>e</sup> tirailleurs.**

Il est mort dans l'anonymat. Comme il l'avait demandé. Sans discours et avec pour unique drapeau celui de la Légion d'honneur, une décoration qu'il avait reçue en 1977 au titre du ministère de la Défense. Sa veuve, un général en retraite et une trentaine d'anciens combattants assistaient à ses obsèques. Le 12 octobre 1989, c'est dans l'indifférence qu'est décédé Daoud Ouchène, 53 ans, officier berbère et fils de caïd, devenu pour l'Histoire « le lieutenant de la rue d'Isly ».

— Pour l'histoire et pour son malheur, disent tous ceux qui l'ont côtoyé. A Nice, d'abord, où il s'était installé, à son retour d'Algérie, en 1964, deux ans après l'indépendance, en laissant là-bas une femme et un fils. A Annemasse, ensuite, où il s'était remarié avec une Savoyarde sous le nom francisé de Michel Duchesne, sa nouvelle identité obtenue par décret en janvier 1968.

Proche du Bachaga Boualam, figure emblématique des harkis, « le lieutenant » était également membre d'honneur du cercle algérieniste de Marseille où il avait même, une fois, accepté d'évoquer en public la fusillade.

— Lorsqu'il était dans la région, il assistait aux messes à la mémoire des victimes, se souvient un des responsables du cercle. La journée du 26 mars a été la grande épreuve de sa vie. Il reconnaissait qu'il avait réagi trop tard et il avait le sentiment d'avoir été manipulé.

Duchesne avait obtenu le statut de « grand invalide de guerre ». Il était abimé par le diabète et durement éprouvé par des dépressions qui l'obligeaient à séjourner régulièrement en unités de psychiatrie.

— Il disait qu'il souffrait d'un manque de compréhension des Français, expliquent les anciens combattants d'Annemasse qui n'ont jamais vraiment connu le passé de cet homme dont la carte de visite portait la mention A.E.T. C'est-à-dire ancien enfant de troupe.

■  
L.P.

DANIEL BROBST

PHOTOS DAL MASIS/IFA

# ALGERIE 30 ANS APRES

► ► ►  
- *A moins que l'ordre ait été négligé ou qu'il soit passé inaperçu dans l'avalanche de notes qui déferlait à cette époque, commente Pierre Goubard...*

En tout cas, le 26 mars, les tirailleurs, eux, sont sur place. Nerveux. Marqués par la fatigue. Debout depuis 2 heures du matin, ils viennent de participer au bouclage d'un quartier européen de Maison Carrée perquisitionné par les gardes mobiles.

Deux jours plus tôt, ils avaient accompli la même mission à Bab-el-Oued, assiégé par l'armée et, sous le feu des canons et des mitrailleuses lourdes, pendant près de dix heures, après l'attaque d'un camion de soldats (5 morts, 11 blessés) par un commando de l'OAS.

- *Cette journée à Bab-el-Oued fut extrêmement pénible, se souvient René Têcher, capitaine à la 6<sup>e</sup> compagnie dont l'adjoint était le lieutenant Ouchène. Après s'être battus contre les fellaghas, on se retrouvait dans Alger, en maintien de l'ordre, insultés par les Européens ! Un de mes camarades cavaliers, qui était avec son escadron de blindés, m'avait dit : « Si on t'emmerde, tu m'appelles, je tire devant moi ! »*

## UN CLIMAT DE PEUR, DE HAINE ET DE REVANCHE

Plus de limites. Une guerre ouverte. Alger baignait désormais dans un climat où se mêlaient la peur, la haine, la colère et l'esprit de revanche... Et c'est avec quelque appréhension que les familles se préparaient, ce 26 mars, à une « *marche de solidarité avec Bab-el-Oued-la-martyre* » dont les 60 000 habitants, privés de téléphone et d'électricité et rationnés sur les soins, l'eau et la nourriture, vivaient de plus en plus mal le blocus imposé par le préfet Vitalis-Cros. Pour retrouver les 120 hommes des commandos Alpha de l'OAS, le préfet de police avait envoyé les gardes mobiles perquisitionner systématiquement chaque maison, chaque appartement de ce faubourg populaire, bastion de l'Algérie française.

Alger ne vibrerait plus qu'à un seul mot d'ordre : « *Solidarité avec les assiégés* » et des collectes de vivres s'organisaient un peu partout dans la ville.

- *Ces collectes sont interdites, prévint la préfecture. Les forces de l'ordre ont reçu pour consigne de s'y opposer. Les magasins et les pharmacies pourront ouvrir le matin de 6 à 8 heures. Seules les femmes seront admises à circuler et tout rassemblement de plus de cinq personnes sera interdit. En dehors de ces dérogations, le couvre-feu intégral est maintenu à Bab-el-Oued.*

Interdit aussi le « *rassemblement pacifique, sans arme, drapeau en tête* » annoncé

au matin du 26 mars par un tract dont le chef de l'OAS, le général Salan, prit connaissance en le trouvant, comme tout le monde, dans la boîte aux lettres du petit appartement qui lui servait de cache.

A 13 h 30, le chef de bataillon Poupot, qui commande le groupement de trois compagnies fortes de 340 tirailleurs, installe son PC boulevard Carnot. Ce qu'il est en train de faire ne lui plaît pas. Comme son supérieur, le colonel Goubard, il sait que ses tirailleurs ne sont pas adaptés à ce genre d'opérations. Il prend connaissance des ordres qui lui indiquent où placer ses troupes, et surtout d'« *arrêter la manifestation ; au besoin par le feu* ». Comme on lui refuse la confirmation écrite qu'il réclame, il prend sur lui de ne pas transmettre cette consigne à ses hommes et se borne à leur dire : « *Riposte immédiate vers le haut en cas de tirs venant des fenêtres.* » Ce n'est pas exactement ce qui va se passer.

A l'entrée de la rue d'Isly, le lieutenant Ouchène, jeune officier berbère, a déployé ses sections de chaque côté de la rue. Les ordres sont, pour l'instant, de... « *laisser passer* ! » Drapeaux tricolores en tête, la foule s'engage rue d'Isly où elle rejoint d'autres groupes arrivés par l'avenue Pasteur, libre d'accès. Les pieds-noirs se dirigent vers Bal-el-Oued sans imaginer qu'ils sont attendus un peu plus loin par un escadron de blindés, qui a reçu, lui aussi, l'ordre de leur barrer la route. « *Au besoin par le feu.* »

La tension augmente. A l'entrée de la rue d'Isly, certains des tirailleurs d'Ouchène paraissent terrorisés. D'autres sont au contraire menaçants. Des injures fusent, des bousculades se produisent. A quelques dizaines de mètres, le capitaine Techer, supérieur d'Ouchène, installe son barrage sans attendre d'en recevoir l'ordre et bloque le boulevard Bugeaud. Il enjoint à Ouchène d'en faire autant rue d'Isly. Les chevaux de frise étant trop courts, le lieutenant dispose ses 43 hommes sur toute la largeur de la rue. Autour de ce périmètre, pour disperser la foule qui continue d'affluer vers la grande poste, des grenades lacrymogènes et offensives sont jetées depuis un hélicoptère qui passe à basse altitude. Il est à peu près 14 h 45.

- *Par radio, Ouchène m'a dit « on nous tire dessus. Qu'est-ce que je fais ? » Je lui ai répondu : « Vous ripostez ! » confirme René Têcher. Je ne peux pas vous préciser comment sont partis les coups de feu : je n'étais pas sur place. Je peux simplement vous dire ce que j'ai répondu. Je ne me reproche rien. Il ne faut pas poser trop de cas de conscience à l'officier qui a rempli sa mission. Ma conviction, c'est que l'incident était voulu. Etait-ce l'OAS ? Etait-ce le pouvoir ?*

Selon le rapport de gendarmerie établi d'après les dépositions des tirailleurs et en particulier du lieutenant Ouchène, le premier tir provenait du haut de l'immeuble à l'angle de la rue d'Isly (voir plan) le deuxième tir du n° 57 de la même rue, et le troisième du quatrième étage d'un immeuble de la rue Alfred-Lelluch, un bâtiment situé entre une caserne et le tribunal militaire où était embusqué un tireur au FM ; touché par les tirailleurs, ce

tireur dont les rafales n'étaient pas destinées aux militaires sera évacué sur un brancard porté par deux mystérieux civils suivis par des gardes mobiles et disparaîtra ! Il était vietnamien comme de nombreux « *barbouzes* » et s'appelait Tran Trong Doy, né le 25 juin 1932, à Hanoi... Le rapport indique aussi que deux grenades (sans autre précision) ont été lancées, et qu'il y eut tirs d'armes de poing.

Mais les examens des blessures ne confirment pas cette thèse d'un feu, venu des toits et visant les tirailleurs et les civils. A l'exception d'un seul tirailleur atteint d'une balle effectivement tirée de haut en bas, toutes les victimes de la fusillade ont été touchées par des balles tirées horizontalement ou de bas en haut. Alors qu'elles se trouvaient debout, ou même couchées.

De nombreux témoignages parlent « *d'un tirailleur hystérique mitraillant les corps allongés au sol comme s'il arrosait la chaussée* ». D'autres décrivent « *des hommes, des femmes abattus alors qu'ils levaient leurs bras ensanglantés en suppliant : "Ne tirez pas !"* ».

## "ACTEUR BIEN INVOLONTAIRE D'UNE TUERIE CONTRE DES FRANÇAIS"

Les tirs les plus meurtriers furent ceux du serveur FM installé boulevard Bugeaud qui, trompé par l'écho, croyait être des sections « *attaqué de face* », ceux des sections du lieutenant Ouchène qui criblèrent de balles la place de la Grande-Poste et la rue d'Isly au pistolet-mitrailleur mais surtout au FM : 563 tirs dont 250 de fusil-mitrailleur, et ceux de la 3<sup>e</sup> section de la 5<sup>e</sup> compagnie installée au carrefour Isly-Chanzy : 472 tirs dont 20 de fusil-mitrailleur.

Près de 2 000 cartouches. Douze minutes d'horreur pour un ordre supposé non transmis : celui de ne pas utiliser en maintien de l'ordre les unités du 4<sup>e</sup> RT.

« *Il ne se passe pas une semaine sans que je pense à ce 26 mars* », soupire Pierre Goubard, l'ancien patron du 4<sup>e</sup> tirailleurs. « *J'ai toujours redouté de rencontrer une victime de la fusillade* », avoue Pierre Poupot, le chef des trois compagnies. « *Je ne me suis pas frotté les mains. Il a fallu longtemps avant que nous puissions reparler de cette affaire !* », reconnaît René Têcher, capitaine de la 6<sup>e</sup> compagnie. « *J'étais parti en Algérie pour défendre la France. J'en suis revenu en acteur bien involontaire d'une tuerie contre des Français* », déplore le lieutenant Saint-Gal. « *Les ordres auraient pu être exécutés avec plus de sang-froid, mais, compte tenu de la situation politique de l'époque, le gouvernement ne pouvait pas désavouer les troupes qui s'étaient mises dans cette situation* », admet aujourd'hui, trente ans plus tard, Pierre Mesmer.

Ce lundi 26 mars acheva l'Algérie française. Dès le lendemain, des pieds-noirs commençaient à s'embarquer pour la métropole. La valise après les cercueils. ■

JEAN PAX MEFRET  
avec la collaboration de Laurence Pieau  
et de Christine Guillemot